



CHAPITRE 15

Loi concernant la liberté des cultes et le bon ordre

[Sanctionnée le 28 janvier 1954]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 307,
ss. 2a-2c,
aj.

1. La Loi de la liberté des cultes et du bon ordre dans les églises (Statuts révisés, 1941, chapitre 307) est modifiée en ajoutant, après l'article 2, les suivants:

Interpré-
tation de
certains
actes.

"2a. Ne constitue pas la jouissance ni le libre exercice du culte d'une profession religieuse le fait

a) de distribuer, dans des places publiques ou à domicile, des livres, revues, tracts, pamphlets, papiers, documents, photographies, ou autres publications contenant des attaques outrageantes ou injurieuses contre le culte d'une profession religieuse ou les croyances religieuses d'une partie quelconque de la population de la province, ou des propos de caractère outrageant ou injurieux pour les membres ou adhérents d'une profession religieuse; ou

b) de se porter, dans des discours ou conférences prononcés sur la place publique, ou transmis au public au moyen de haut-parleurs ou autres appareils, à des attaques outrageantes ou injurieuses contre le culte d'une profession religieuse ou les croyances religieuses d'une partie quelconque de la population de la province, ou à des propos de caractère outrageant ou injurieux pour les membres ou adhérents d'une profession religieuse; ou

CHAPTER 15

An Act respecting freedom of worship and the maintenance of good order

[Assented to, the 28th of January, 1954]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Freedom of Worship Act (Revised Statutes, 1941, chapter 307) is amended by adding, after section 2, the following sections:

R.S.,
c. 307,
ss. 2a-2c,
added.

"2a. It does not constitute the free exercise or enjoyment of religious profession and worship

Interpre-
tation of
certain
acts.

a. to distribute, in public places or from door to door, books, magazines, tracts, pamphlets, papers, documents, photographs or other publications containing abusive or insulting attacks against the practice of a religious profession or the religious beliefs of any portion of the population of the Province, or remarks of an abusive or insulting nature respecting the members or adherents of a religious profession; or

b. to make, in speeches or lectures delivered in public places, or transmitted to the public by means of loud-speakers or other apparatus, abusive or insulting attacks against the practice of a religious profession or the religious beliefs of any portion of the population of the Province, or remarks of an abusive or insulting nature respecting the members or adherents of a religious profession; or

c) de diffuser ou de reproduire, au moyen de la radiophonie, de la télévision ou de la presse, de telles attaques ou de tels propos.

c. to broadcast or reproduce such attacks or remarks by means of radio, television or the press.

Actes
dange-
reux, etc.

"2b. Tout acte mentionné au paragraphe a, au paragraphe b ou au paragraphe c de l'article 2a est un acte constituant un danger pour la paix publique et le bon ordre dans cette province.

"2b. Every act mentioned in paragraph a, paragraph b or paragraph c of section 2a is an act endangering the public peace and good order in this Province.

Dange-
rous acts,
etc.

Prohibi-
tion.

"2c. Tout acte visé par le paragraphe a, le paragraphe b ou le paragraphe c de l'article 2a est prohibé en cette province."

"2c. Every act contemplated in paragraph a, paragraph b or paragraph c of section 2a is prohibited in this Province."

Prohibi-
tion.

S.R.,
c. 307,
aa. 10a-
10c, aj.
Peines
pour in-
fractions.

2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, les suivants:

2. The said act is amended by adding, after section 10, the following sections:

R.S.,
c. 307,
ss. 10a-
10c,
added.

"10a. Quiconque commet un acte mentionné au paragraphe a, au paragraphe b ou au paragraphe c de l'article 2a se rend coupable d'une infraction à l'article 2c et est passible, sur poursuite en vertu de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars pour une première infraction, d'au moins deux cents dollars et d'au plus quatre cents dollars pour une deuxième infraction et d'au moins quatre cents dollars et d'au plus mille dollars pour toute infraction subséquente, avec dépens dans chaque cas; et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins quinze jours et d'au plus trente jours pour la première infraction, d'au moins trente jours et d'au plus soixante jours pour la deuxième et d'au moins cent vingt jours et d'au plus cent quatre-vingts jours pour toute infraction subséquente.

"10a. Whosoever commits an act mentioned in paragraph a, paragraph b or paragraph c of section 2a is guilty of an infringement of section 2c and is liable, on proceeding under Part I of the Quebec Summary Convictions Act, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than two hundred dollars for the first offence, of not less than two hundred dollars nor more than four hundred dollars for a second offence and of not less than four hundred dollars nor more than one thousand dollars for each subsequent offence, with costs in each case; and, on failure to pay the fine and costs, to imprisonment for not less than fifteen nor more than thirty days for the first offence, for not less than thirty days nor more than sixty days for the second and for not less than one hundred and twenty days nor more than one hundred and eighty days for each subsequent offence.

Penalties
for in-
fractions.

Saisis.

Lorsque l'infraction consiste à distribuer un livre ou un écrit mentionné au paragraphe a de l'article 2a, ce livre ou cet écrit peuvent être saisis sans mandat et tous leurs exemplaires dans la province peuvent être saisis avec mandat. S'il y a condamnation, le juge qui la prononce doit en ordonner la destruction.

When the offence consists in distributing a book or writing mentioned in paragraph a of section 2a, such book or writing may be seized without warrant and all their copies in the Province may be seized with warrant. In case of a conviction, the judge pronouncing it must order the destruction thereof.

Seizure.

Ordon-
nance
d'injon-
ction inter-
locutoire.

"10b. Sur requête, appuyée du serment d'une personne digne de foi et alléguant une infraction ou l'imminence d'une infraction aux dispositions de l'article 2c, présentée par le procureur général ou avec

"10b. Upon petition supported by the oath of a credible person and alleging an infringement or the impending infringement of the provisions of section 2c, presented by the Attorney-General or

Interlo-
cutory
order of
injunc-
tion.

son autorisation ou par la corporation municipale dans le territoire de laquelle l'infraction a été commise ou est sur le point d'être commise, la Cour supérieure ou l'un de ses juges peut émettre une ordonnance d'injonction interlocutoire pour empêcher la commission, la continuation ou la répétition de cette infraction.

Demande,
etc.

Une injonction interlocutoire peut être demandée et décernée contre toute personne et contre toute organisation, association ou collectivité d'individus, jouissant ou non de l'entité juridique, qui enfreint ou est sur le point d'enfreindre les dispositions de l'article 2c.

Idem.

Dans le cas d'une organisation, association ou collectivité d'individus ne jouissant pas de l'entité juridique, il suffit, pour les fins de la requête, de l'ordonnance d'injonction et des procédures qui s'y rattachent, de la désigner par le nom collectif sous lequel elle se désigne elle-même ou sous lequel elle est communément connue et désignée, et la signification de la requête, de l'ordonnance d'injonction ou de toute autre procédure peut lui être valablement faite à l'un de ses bureaux, ou à l'un de ses lieux d'organisation ou de réunion, ou à l'une de ses places d'affaires, dans la province.

Exécution.

L'ordonnance d'injonction rendue contre une telle organisation, association ou collectivité lie toutes les personnes qui en font partie et est exécutoire contre chacune d'elles.

Bref non
requis.

La demande en injonction peut être faite et l'injonction accordée sans l'émission d'un bref d'assignation. Cette demande constitue alors une instance par elle-même.

Recours.

Le recours prévu au présent article est, quant au surplus et sauf incompatibilité avec les dispositions ci-dessus, sujet à l'application des articles 959 à 972 du Code de procédure civile, sauf qu'aucun cautionnement n'est requis dans aucun cas.

Idem.

"10c. L'exercice de l'un des recours prévus par les articles 10a et 10b n'exclut pas l'exercice de l'autre."

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

with his authorization or by the municipal corporation in whose territory the infringement has been or is about to be committed, the Superior Court or a judge thereof may issue an interlocutory order of injunction to prevent the commission, continuance or repetition of such infringement.

An interlocutory injunction may be applied for and pronounced against any person and against any organization, association or body of persons, whether a juridical entity or not, who or which infringes or is about to infringe the provisions of section 2c.

Applica-
tion, etc.

In the case of an organization, association or body of persons not a juridical entity, it shall be sufficient, for the purposes of the petition, the order of injunction and the proceedings relating thereto, to designate it by the collective name by which it designates itself or by which it is commonly known and designated, and the service of the petition, the order of injunction or any other proceeding may validly be made upon it at any of its offices or at any place where it is organized or meets or at any of its places of business in the Province.

Idem.

The order of injunction made against such organization, association or body shall bind all persons who are members thereof and shall be executory against each of them.

Execu-
tion.

The application for an injunction may be made and the injunction granted without the issuance of a writ of summons. Such application shall then itself constitute a suit.

No writ
required.

The recourse contemplated in this section shall also, saving inconsistency with the foregoing provisions, be subject to the application of articles 959 to 972 of the Code of Civil Procedure, except that in no case shall any security be required.

Recourse.

"10c. The exercise of one of the recourses contemplated in sections 10a and 10b shall not prevent the exercise of the other."

Idem.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.